

pas ce qui a lieu dans notre patrie. A part quelques personnes douées d'un jugement sain et droit, l'enseignement agricole n'est en général accueilli qu'avec la plus désolante apathie et quelquefois mêmes avec défiance. Les hommes les plus intéressés à son succès sont même les premiers à lui refuser leur concours: les gouvernements, les cultivateurs semblent regarder le journalisme comme un hors-d'œuvre du moins si nous pouvons en juger par leurs actes.

C'est ce que nous avons constaté de tout temps en Canada. Pendant les onze années de l'existence de la *Gazette des Campagnes* surtout, le fait est indéniable. Faut d'un encouragement suffisant de la part des cultivateurs et de nos Législatures, aucune publication n'a pu se soutenir; après une vie plus ou moins courte parsemée d'accidents sans nombres, après des sacrifices immenses dignes d'une meilleure récompense, toutes ont dû abandonner la lutte, ruinées, découragées et déplorant l'insouciance de tous à l'égard d'une œuvre aussi patriotique.

L'Agriculteur a depuis longtemps succombé; la *Revue agricole* n'existe plus qu'à l'état de souvenir; le *Farmer's Journal* n'a eu qu'une bien courte existence; le *Rural Journal* n'a fait qu'apparaître dans l'arène; la *Semaine agricole* a dû se transformer en *Semaine politique*; le *Journal d'agriculture* a aussi fait le même changement.

Tous en un mot sont morts ou mourants et les intéressés ne voient pas qu'après chaque désastre, l'agriculture canadienne fait un pas en arrière; et les cultivateurs ne pensent pas à accorder leur concours aux publications qui existent encore; et le Gouvernement ne juge pas à propos de favoriser ces utiles travailleurs de la ruée nationale. Quelle est donc la mauvaise conseillère qui nous empêche ainsi de donner un point d'appui au plus puissant levier de notre prospérité publique?

Parmi les intéressés aux succès du journalisme agricole, les gouvernements le sont tout autant que les cultivateurs eux-mêmes; car de la richesse des derniers naîtra indubitablement la prospérité des premiers. Cependant que font ces gouvernements en faveur des publications dévouées aux intérêts de l'agriculture?

Pendant les années passées, ils leur ont bien accordé quelques légers secours et encore n'était-ce qu'avec une mauvaise grâce très-apparente. Ils n'ont jamais traité ces publications avec la déférence et la reconnaissance que leurs actions méritent. Les faibles subventions accordées ne l'ont été qu'à titre de faveur, tandis qu'elles auraient dû être considérées plutôt comme des récompenses pour les services rendus. Si les gouvernements avaient bien compris l'utilité du journalisme agricole, ils auraient adopté comme base de leur politique intérieure, le principe de la plus large subvention en sa faveur. Ils ne l'ont pas fait et, en agissant ainsi, ils ont contribué pour une large part à arrêter notre progrès agricole.

Mais c'est encore pis depuis quelques années: les faibles secours accordés aux organes de l'agriculture leur ont été retirés. Toutes les faveurs ont été réservées au commerce, et celui-ci en retour, se précipite vers la banqueroute. L'agriculture ne faillira pas, parce qu'elle est oubliée, mais elle n'en souffrira pas moins.

Les cultivateurs, de leur côté, ont suivi pas à pas l'exemple parti des hautes régions officielles; à mesure que nos gouvernants mettaient de côté tout souci de l'agriculture, la classe agricole abandonnait elle-même les champions de ses droits et les promoteurs de ses progrès. C'est cette dernière ingratitude, surtout qui a été la principale cause de l'insuccès du journalisme agricole.

Cependant, au milieu de cet abandon général, de cette insouciance à l'égard des choses de l'agriculture, la *Gazette des Campagnes* a persisté, et a continué à poursuivre sa noble tâche. Mais Dieu sait au prix de quels sacrifices de tous genres! Sacrifices de temps, sacrifices de santé, sacrifices d'argent, tout a été mis en œuvre pour soutenir notre publication.

Nous avons un certain nombre d'abonnés, environ 1500; mais qu'est-ce que ce chiffre quand on le compare à la population agricole de la Province? Ce n'a pas même un abonné par bureau de poste. Encore si ces 1500 souscripteurs nous payaient régulièrement, nous pourrions faire honneur à nos affaires et en continuant l'économie dont nous ne nous sommes pas départis depuis l'existence de la *Gazette*, l'avenir nous paraîtrait moins sombre; mais non, on se laisse arriérer, on nous refuse même ce qui nous est si légitimement dû; quelques-uns de nos abonnés nous doivent encore dix années d'abonnement et ne manifestent aucun désir de nous rembourser.

Cette insouciance, nous dirons plus, ce mauvais vouloir envers une publication aussi utile que l'est la nôtre est une injustice et en même temps une honte pour ceux à qui le reproche s'adresse. Conçoit-on la triste position dans laquelle on nous met en se laissant ainsi arriérer dans ses paiements? Notre publication ne se fait pas sans dépenses et il faut qu'elle satisfasse elle aussi à ses engagements; mais si on lui refuse la légère somme qui lui est due où prendra-t-elle les moyens de couvrir ses dépenses? Evidemment il y a chez les abonnés retardataires une absence complète de réflexion qui porte un préjudice grave à nos intérêts.

Dans des circonstances aussi défavorables, aucune publication ne pourrait subsister et la *Gazette des Campagnes* pas plus qu'une autre. Daigera-t-on enfin comprendre que nos abonnements sont nos seuls moyens d'existence et que si on néglige de nous les faire tenir, on nous met dans l'impossibilité d'aller plus loin.

Nous sommes à bout de sacrifices, nos moyens sont épuisés et il nous faut absolument le concours de tous nos abonnés pour pouvoir continuer. Serait-il possible que la Province de Québec ne pût soutenir un journal d'agriculture?

Dans l'état actuel des choses, la publication d'une feuille périodique exige des dépenses considérables; tout a encheri dans une énorme proportion, les prix du papier, de l'encre, des caractères d'imprimerie, de la main-d'œuvre, ne font qu'augmenter et si les choses devaient continuer du même train que par le passé, nous serions forcés de discontinuer malgré notre désir de coopérer à l'érection de la prospérité nationale.

En commençant notre nouvelle année, nous croyons donc nécessaire de nous adresser de nouveau au Conseil d'Agriculture, à nos Législatures locales et fédérales et à tous les amis de l'agriculture et de les supplier de faire quelques chose en faveur du journalisme agricole.

Au Conseil d'Agriculture, ne faut-il pas un organe ou des organes dans la Presse? Ce corps important de l'administration publique, pense-t-il se faire entendre de toute la Province sans recourir au journalisme? et n'en est-il pas de plus aptes à cette besogne que les publications agricoles? Si l'on ne veut pas d'organe spécial, on peut très-bien aider les journaux d'agriculture, s'assurer de leur concours dans les améliorations agricoles, on leur accordant une légère subvention. Pour notre part, nous ne serons pas exigeants, qu'on nous accorde seulement la moitié de ce qu'on distribuait si libéralement à une autre publication et nous donnerons à chaque numéro le double des matières agricoles que nous